

Compétitivité économique du Maroc : Bilan du secteur extérieur, ICHOU, M.A^{1.}, TEBBA, A^{2.}, ACHIR, A^{3.} & ECHAOUI, A^{4.}

1. École Supérieure de Technologie - Khénifra, Laboratoire de Recherche Pluridisciplinaire des Sciences, des Technologies et de Société (LRPSTS), Université Sultan Moulay Slimane de Béni Mellal, m.ichou@usms.ac.ma
2. Cadre à la Direction du Budget, Ministère de l'Économie et des Finances, ahtebba@gmail.com
3. Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Souissi, Université Mohammed V de Rabat, a.achir@um5r.ac.ma
4. Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Souissi, Université Mohammed V de Rabat, a.echaoui@um5r.ac.ma

Date de soumission : 09/03/2023

Date d'acceptation : 12/06 :2023

Résumé :

Cet article analyse le niveau de compétitivité extérieure du Maroc dans son contexte régional et international. Malgré une politique économique ouverte et la signature de plusieurs accords de libre-échange, le Maroc continue de souffrir d'un déficit commercial structurel, attribuable à l'insuffisance de la diversification et de la valeur ajoutée au niveau des exportations.

Néanmoins, le Maroc a réalisé une croissance significative des exportations de produits de haute technologie, en particulier dans le secteur automobile qui est devenu le principal secteur d'exportation du Maroc. De plus, le marché intérieur du pays a connu une évolution positive qui reflète la confiance des investisseurs étrangers et ce, grâce à une série de réformes économiques mises en place depuis les années 2000.

Enfin, la modernisation du secteur privé et la convergence des stratégies sectorielles sont devenues des nécessités impérieuses pour améliorer davantage la compétitivité extérieure du Maroc et de relever les principaux défis qui font obstacles sa la position commerciale.

Mots- clés : compétitivité économique ; stratégies sectorielles ; secteur extérieur

Economic Competitiveness of Morocco: Assessment of the External Sector

Summary:

In a regional and global context, this essay will discuss Morocco's level of external competitiveness. Because of the lack of export diversification and value - added products, Morocco continues to experience a structural trade imbalance despite the adoption of an open economic strategy and the signing of numerous free trade agreements.

Nevertheless, Morocco has seen a substantial increase in the export of high-tech goods, particularly in the automobile industry, which has already overtaken all other export industries in Morocco. Additionally, the country's domestic market has seen a favorable development as a result of a number of economic reforms put in place since the 2000s, reflecting the confidence of foreign investors.

Finally, in order to further increase Morocco's external competitiveness, the private sector's modernization and the sectoral strategies' convergence are now crucial.

Keywords: economic competitiveness, sectoral strategies, external sector.

Introduction :

Dans le contexte actuel marqué par une intégration commerciale profonde au niveau international et la transformation économique multidimensionnelle de plusieurs pays en développement, la question de la compétitivité est devenue une problématique centrale dans les travaux de recherche et dans les discussions politiques de haut niveau. Autrement dit, la compétitivité économique est un enjeu majeur pour les pays qui cherchent à s'insérer dans l'économie mondiale. Dans ce contexte, le Maroc a mis en place une politique extérieure ambitieuse pour renforcer sa position sur le marché international. Ainsi, le secteur extérieur marocain a connu une évolution significative ces dernières années, notamment grâce aux accords de libre-échange conclus avec différents partenaires commerciaux.

En outre, le Maroc, comme beaucoup d'autres pays en développement, s'est efforcé d'améliorer sa compétitivité, en libéralisant davantage son économie et en créant les conditions favorables au développement du secteur extérieur et à la mise à niveau de la production nationale. En effet, le Maroc a mis en place une panoplie de réformes sectorielles et a lancé des projets structurants, visant le renforcement de son intégration à l'économie mondiale et la consolidation de son positionnement international, à travers le développement de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée.

Dans le cadre de cet article, l'objectif est d'analyser la compétitivité de l'économie marocaine en examinant les fondamentaux extérieurs qui évaluent le poids du Maroc au niveau régional et international. Dans cette perspective, l'article présentera, en premier lieu, l'évolution des échanges commerciaux du Maroc dans le cadre des accords de libre-échange (ALE), le degré d'ouverture commerciale du Maroc, et l'évolution de sa part de marché. En deuxième lieu, il examinera la position extérieure du Maroc au sein de la région du Maghreb tout en effectuant une comparaison avec d'autres pays en termes d'ouverture commerciale et de part de marché. Enfin, l'article analysera les principaux indicateurs de la compétitivité extérieure. Les conclusions de cette analyse seront présentées à la fin de l'article.

1. Méthodologie de travail : outils, problématique et modèle conceptuel

L'article se focalise sur l'évaluation de la compétitivité économique du Maroc en analysant la performance de son secteur extérieur. Pour atteindre cet objectif, une méthodologie rigoureuse a été mise en place. Les indicateurs du commerce extérieur du Maroc examinés comprennent les échanges commerciaux relevant des accords de libre-échange (ALE), le niveau d'ouverture commerciale, l'évolution de la part de marché et le potentiel de compétitivité du Maroc à l'échelle régionale du Maghreb.

En outre, l'évaluation de la politique commerciale extérieure du Maroc s'est basée sur l'analyse des échanges commerciaux et des balances commerciales de divers accords commerciaux conclus entre différents pays et groupes de pays. Par ailleurs, le niveau d'ouverture commerciale du Maroc a été mesuré en représentant la somme des exportations et des importations en

pourcentage du PIB. Enfin, l'évolution de la part de marché absolue du Maroc a été également examinée.

Ensuite, le potentiel de compétitivité du Maroc au niveau de la région maghrébine a été analysé en comparant les échanges commerciaux du pays avec les autres nations de la région. Pour ce faire, l'état des lieux des échanges commerciaux entre le Maroc et les pays du Maghreb a été dressé, suivi de la comparaison du niveau d'ouverture commerciale du Maroc avec ceux des autres nations de la région. Par ailleurs, le potentiel d'intégration commerciale du Maroc dans la région maghrébine et les avantages comparatifs démontrés par le pays ont également été étudiés.

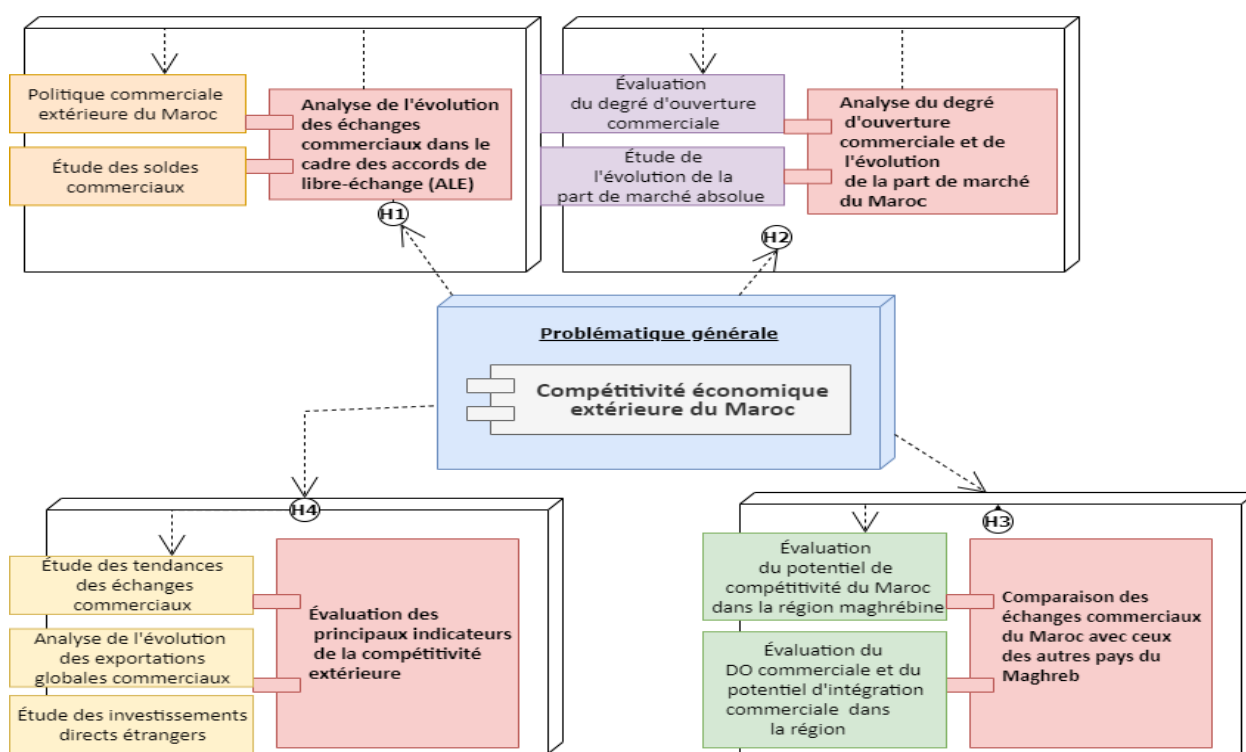
Enfin, pour évaluer le niveau de compétitivité atteint par le Maroc, un bilan a été établi en analysant les principaux indicateurs de compétitivité extérieure de son économie. Les tendances des échanges commerciaux de biens et de services, l'évolution des exportations globales du pays et les investissements directs étrangers (IDE) ont été présentés. L'analyse de ces indicateurs a permis de fournir une évaluation globale de la compétitivité économique du Maroc sur le plan international.

Le schéma conceptuel ci-dessous illustre la méthode de travail mise en place pour analyser la compétitivité économique du Maroc dans le secteur extérieur.

- Analyse de l'évolution des échanges commerciaux dans le cadre des accords de libre-échange (ALE) conclus entre différents pays :
 - ✓ Évaluation de la politique commerciale extérieure du Maroc
 - ✓ Étude des soldes commerciaux pour comprendre l'impact des ALE sur les échanges commerciaux du Maroc
- Analyse du degré d'ouverture commerciale et de l'évolution de la part de marché du Maroc :
 - ✓ Évaluation du degré d'ouverture commerciale du Maroc
 - ✓ Étude de l'évolution de la part de marché absolue du Maroc dans le commerce international pour comprendre sa position dans le marché international
- Comparaison des échanges commerciaux du Maroc avec ceux des autres pays du Maghreb :
 - ✓ Évaluation du potentiel de compétitivité du Maroc dans la région maghrébine
 - ✓ Évaluation du degré d'ouverture commerciale du Maroc et de son potentiel d'intégration commerciale dans la région

- Évaluation des principaux indicateurs de la compétitivité extérieure de l'économie marocaine :
 - ✓ Étude des tendances des échanges commerciaux des biens et services
 - ✓ Analyse de l'évolution des exportations globales du Maroc
 - ✓ Étude des investissements directs étrangers pour comprendre la compétitivité extérieure de l'économie marocaine

Figure 1 : Modèle conceptuel retenu



Source : draw.io, auteurs

Grâce à cette méthodologie de travail, nous avons pu dresser un bilan de la compétitivité économique du Maroc en se focalisant sur le secteur extérieur. Les résultats de notre analyse permettent de mettre en évidence les forces et les faiblesses de la politique extérieure du Maroc, ainsi que les opportunités et les défis qui se présentent à lui pour renforcer sa position sur la scène internationale.

2. Evolution des échanges commerciaux dans le cadre des accords de libre-échange (ALE)

Dans le cadre de sa stratégie d'ouverture et de libéralisation dédiée à renforcer son niveau de compétitivité, le Maroc a entrepris, au cours de la dernière décennie, la mise en place d'un cadre juridique approprié pour le développement de ses relations commerciales avec certains partenaires à travers la conclusion d'accords de libre-échange bilatéraux et multilatéraux.

2.1. Vue d'ensemble¹:

Entre 2008 et 2016, les échanges commerciaux du Maroc, dans le cadre des accords de libre-échange, ont enregistré une augmentation de 140 milliards de dirhams, soit un taux d'évolution de 47%, en passant de 296 milliards de dirhams à 436 milliards dirhams.

Cette évolution est due à:

- une hausse des importations avec un taux de croissance annuel moyen de 7%. Ainsi, les importations sont passées de 194 milliards de dirhams en 2008 à 274 milliards dirhams en 2016;
- une augmentation des exportations marocaines au cours de la même période. Le taux de croissance annuel a atteint 7%. Les exportations Marocaine ont atteint 162 milliards de dirhams en 2016 contre 101 milliards en 2008.

Grace à ces performances, le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré de 10 points, passant de 49% en 2009 à 59% en 2016. Toutefois, en raison du caractère structurel du déficit de la balance commerciale et du volume important des importations par rapport aux exportations, le déficit commercial, enregistré dans le cadre des accords de libre-échange, s'est aggravé en moyenne de 8% par an durant cette période passant de 93 milliards à 111 milliards de dirhams.

Tableau 1 : Les échanges commerciaux dans le cadre des accords de libre échange

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Importations ALE	195	163	175	210	219	233	243	239	274
Exportations ALE	101	80	98	114	116	124	139	154	162
Echanges commerciaux	296	243	273	324	336	357	382	393	436
Solde commercial	-93	-83	-76	-96	-103	-109	-104	-85	-111
Taux de couverture	52%	49%	56%	54%	53%	53%	57%	64%	59%
Part des imports ALE dans le total	60%	62%	59%	59%	57%	61%	62%	64%	67%
Part des exports ALE dans le total	65%	71%	66%	65%	63%	67%	69%	71%	72%

Source : Office des changes, Calculs des auteurs

Il convient de noter que les échanges commerciaux réalisés dans le cadre des accords de libre-échange représentent à peu près de 70% des échanges globaux du Maroc. Ce qui indique que 2/3 des opérations commerciales effectuées par le Maroc avec ses partenaires commerciaux sont réalisées dans le cadre des accords de libre-échange et, par conséquent, le rythme d'évolution du déficit commercial du Maroc s'explique en grande partie par lesdits accords.

¹Les données communiquées dans cette analyse sont issues de la base de données de l'office des changes du Maroc.

2.2. Evaluation de la politique commerciale extérieure du Maroc

Le **Tableau 2** fournit des informations sur les échanges commerciaux et les soldes commerciaux de plusieurs accords commerciaux conclus entre différents pays et groupes de pays, de 2008 à 2016. Les chiffres sont exprimés en milliards de dirhams (MM.DH).

Tableau 2 : Les échanges commerciaux dans le cadre des accords de libre échange

MM.DH	Type D'accord	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Echanges commerciaux	Union européenne	169	138	147	170	183	192	201	199	229
	États-Unis	22,7	21,8	26,6	36,9	32,6	35,8	34,1	31,4	33,8
	Turquie	10,6	7,2	9,3	12,2	12,8	15,2	19,0	22,5	25,6
	Groupe d'Agadir	10,6	7,2	9,3	12,2	12,8	15,2	19,0	22,5	25,6
Solde commercial	Union européenne	-77	-64	-57	-67	-78	-79	-74	-60	-82
	États-Unis	-10,5	-14,7	-15,3	-21,0	-16,8	-21,4	-19,7	-16,0	-18,2
	Turquie	-6,0	-4,3	-3,5	-6,6	-6,8	-8,1	-9,9	-9,2	-10,7
	Groupe d'Agadir	-6,0	-4,3	-3,5	-6,6	-6,8	-8,1	-9,9	-9,2	-10,7

Source : Office des changes, Calculs des auteurs

En examinant l'évolution des échanges conclus dans le cadre des ALE, force est de conclure que :

- Pour l'Union européenne¹, pendant la période de 2008-2016, les échanges commerciaux entre l'Union européenne et le Maroc dans le cadre de l'accord de libre-échange ont connu une augmentation de 114 milliards de dirhams, passant de 262 à 376 milliards de dirhams, soit une croissance moyenne de 7% par an. En 2016, les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Union européenne ont atteint 376 milliards de dirhams, représentant environ 86,2% de tous les échanges commerciaux du Maroc réalisés dans le cadre des accords de libre-échange. Les principaux produits exportés dans le cadre de l'ALE entre le Maroc et l'UE sont les phosphates et dérivés, les voitures de tourisme et les voitures industrielles, les vêtements confectionnés, les articles de bonneterie, les conserves de poissons et crustacés et les tomates fraîches².
- S'agissant de l'accord de libre-échange avec les États-Unis³, au cours de la période de 2008-2016, le déficit commercial du Maroc vis-à-vis des États-Unis dans le cadre de l'accord de libre-échange a augmenté de 73%, passant de 10,5 à 18,2 milliards de dirhams. Cette situation défavorable est principalement due à une hausse des importations en provenance des États-Unis pendant cette période. Les relations commerciales entre le

¹ L'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne est entré en vigueur le 1er Mars 2000. Cet accord axe sur la libéralisation progressive des échanges agricoles et la levée des barrières des produits industriels d'origine UE en contrepartie d'un accès libre des produits industriels d'origine Marocaine.

² Publication de l'Office des changes sur les échanges commerciaux au titre de l'année 2016.

³ L'accord de libre-échange avec les États-Unis est entré en vigueur le 1er Janvier 2006. Cet Accord, à vocation économique et commerciale, englobe entre autres le commerce des marchandises et des services ainsi que les aspects liés à la protection de la propriété intellectuelle, à l'environnement et au travail. Cet accord organise les échanges de biens et services entre les deux pays dans un cadre maîtrisé en raison de la différence de niveau de développement socio-économique

Maroc et les États-Unis restent en deçà des opportunités et des encouragements politiques, et la politique commerciale de Washington à l'égard du Maroc est encore timide et peu développée.

- Quant à l'accord de libre-échange entre le Maroc et la Turquie¹, le déficit commercial dans le cadre de l'accord de libre-échange avec la Turquie s'est stabilisé autour de 7 milliards de dirhams au cours de la période 2008-2016. Le Maroc importe de la Turquie des voitures, des camions, des produits de l'industrie sidérurgique, du textile et des vêtements. En retour, la Turquie importe des phosphates et récemment des voitures fabriquées au Maroc (Renault). Il convient d'ajouter que l'ALE entre le Maroc et la Turquie a atteint fin 2016 sa phase finale de démantèlement des barrières tarifaires à l'importation. Après 10 ans de l'entrée en vigueur de l'accord, les importations de la Turquie ont fortement laissé un impact sur l'économie marocaine et parmi les secteurs qui ont le plus durement subi la concurrence turque, il y a notamment le textile. L'augmentation massive des importations des produits qui proviennent de la Turquie s'explique essentiellement par l'effet du « dumping » exercé par les industriels turcs avec des prix sous-évalués grâce à des opérations subventionnées par le gouvernement.
- En fin, au cours de la période 2008 à 2016, les échanges, dans le cadre de l'accord d'Agadir² ont doublé, passant de 0,6 à 1 milliard de dirhams, soit une hausse moyenne de 14% par an. Cependant, les importations du Maroc en provenance de ces pays ont également augmenté de 12% par an au cours de la même période, atteignant 18,1 milliards de dirhams en 2016, principalement constituées de produits de l'industrie alimentaire, suivis de matériaux en aluminium et de produits en papier. Le constat actuel ne reflète pas les ambitions assignées à cet accord pour renforcer les échanges commerciaux, il est donc temps d'identifier les produits qui peuvent être valorisés par les quatre pays signataires de l'accord et réexportés vers l'Union européenne, de renforcer les investissements communs entre les quatre pays, d'encourager les rencontres entre les hommes d'affaires de ces pays et d'activer leur conseil d'affaires.

En conclusion, malgré la politique d'ouverture économique adoptée par notre pays et la conclusion de plusieurs ALE, la balance commerciale du Maroc demeure marquée par une prédominance des importations sur les exportations, entraînant ainsi un déficit structurel persistant. L'Union européenne représente le partenaire commercial avec lequel le Maroc a le plus grand déficit commercial, suivi des États-Unis. Cependant, les déficits commerciaux du Maroc

¹ L'accord de libre-échange entre le Maroc et la Turquie a été signé le 7 Avril 2004 et il est entré en vigueur en Janvier 2006. Cet accord axe sur un accès libre pour les produits industriels marocains. En contrepartie, le Maroc élimine, dès l'entrée en vigueur, tous les droits de douane et taxes d'effet équivalent pour les produits industriels qui ne sont pas repris dans les listes annexées au Protocole.

² Le Maroc a signé le 25 Février 2004, un accord de libre-échange avec l'Egypte, la Tunisie et la Jordanie en application de la déclaration d'Agadir du 8 mai 2001. Cet accord, entré en vigueur le 27 mars 2007, représente une contribution aux efforts déployés pour l'instauration d'un marché arabe commun. Il prévoit une exonération totale des droits de douane sur tous les produits industriels et agricoles à l'exception de certains produits exclus pour des raisons de sécurité, de santé ou qui sont liées à la protection de l'environnement.

avec la Turquie et le Groupe d'Agadir sont moins importants que ceux des autres accords commerciaux.

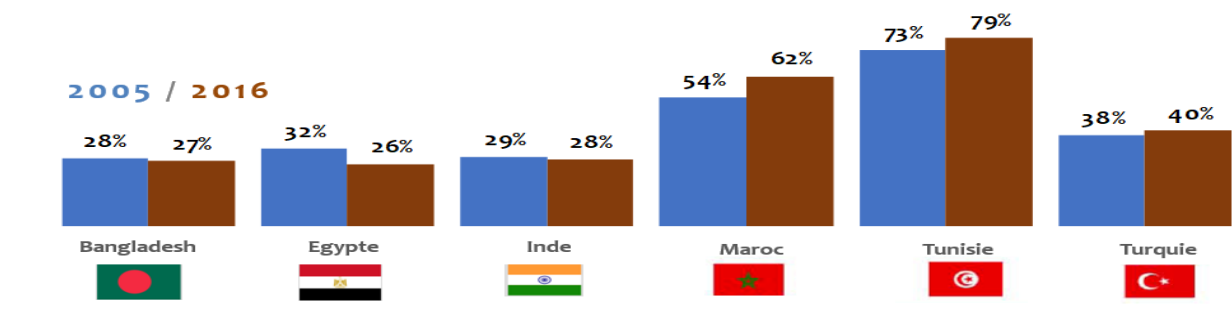
Toutefois, il y a lieu de préciser que la politique extérieure déficitaire du Maroc peut être interprétée comme étant une conséquence de la conclusion des ALE par le Maroc. Par conséquent, les ALE peuvent être considérées comme cause pour justifier le déficit de la balance commerciale du Maroc. D'autres facteurs peuvent expliquer la structure actuelle de la balance commerciale du Maroc, tels que la faible diversification et la valorisation des produits marocains à l'exportation lesquels restent dominés par l'exportation des phosphates et dérivés.

3. Degré d'ouverture commerciale et évolution de la part de marché :

3.1. Degré d'ouverture commerciale :

Le degré d'ouverture commerciale, mesuré par la somme des exportations et des importations en pourcentage du PIB, est passé de 54% en 2005 à 62% en 2016, reflétant une insertion relativement forte dans l'économie mondiale. Ce niveau reste supérieur à celui de l'Égypte (26%), de Bangladesh (27%), de l'Inde (28%) et de la Turquie (40%), mais inférieur à celui de la Tunisie qui affiche un degré d'ouverture moyen de 79% sur la période 2005-2016 (voir **Graphique 1** ci-dessous).

Graphique 1. Évolution du degré d'ouverture commerciale



Source : Données du FMI, Calcul des auteurs

En effet, l'ouverture commerciale du Maroc sur l'extérieur s'est accélérée depuis les dix dernières années, en raison de l'adoption d'une politique commerciale incitative et de plus en plus ouverte sur l'extérieur. Les principales mesures que le Maroc a prises dans le cadre de cette politique se résument comme suit :

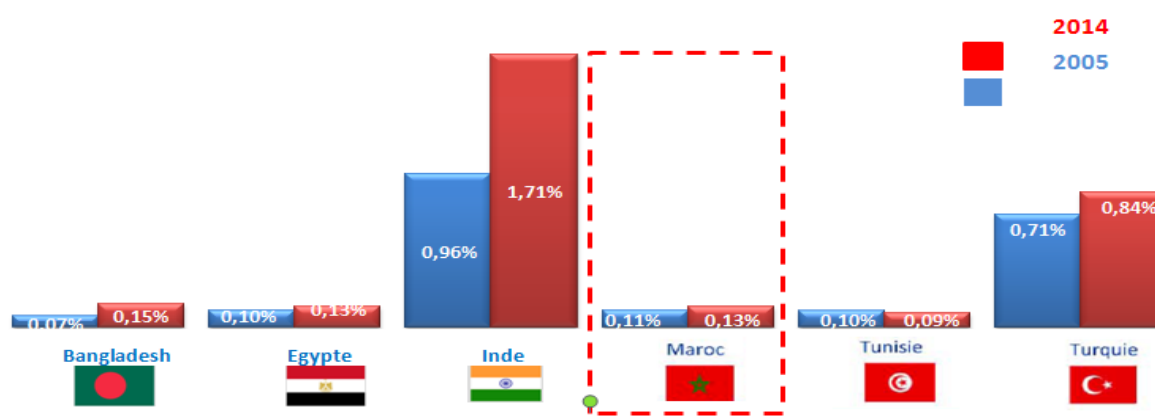
- L'adoption d'une réforme tarifaire globale des produits industriels ;
- La simplification des procédures douanières, par l'introduction du système BADR (Base automatisée des douanes en réseau), qui a permis de relever le taux d'informatisation des procédures douanières à plus de 90 % ;
- La participation active au système commercial multilatéral (OMC et CNUCED) ;

- La conclusion de divers accords régionaux et bilatéraux préférentiels, notamment les accords de libre-échange avec l'Union européenne, la Ligue Arabe (Accord d'Agadir), les Etats-Unis et la Turquie.

3.2. Évolution de la part de marché absolue du Maroc

Le **Graphique 2** ci-après montre une amélioration modeste de la part de marché du Maroc (PMM), passant de 0,11% en 2005 à 0,13% en 2014. Cette performance est attribuable à l'émergence, au cours de cette période, des secteurs à forte valeur ajoutée, notamment le secteur automobile.

Graphique 2. Évolution de la part de marché absolue du Maroc



Source : Données du FMI, Calcul des auteurs

Parallèlement à cette amélioration de la PMM du Maroc, certains pays concurrents, ont amélioré d'une manière générale leurs performances à l'export durant cette période. C'est le cas de l'Égypte qui a vu sa part de marché mondiale croître entre 2005 et 2014 de 0,10% à 0,13%, mais aussi de la Turquie (de 0,71 à 0,84%), du Bangladesh (de 0,07% à 0,15%) et de l'Inde (de 0,96% à 1,71%).

4. Le potentiel de compétitivité du Maroc au niveau de la région maghrébine :

L'analyse comparative du commerce extérieur du Maroc par rapport aux autres pays du Maghreb a pour objectif de mettre en évidence les atouts du Maroc en matière des échanges extérieurs.

Selon les données ComTrade des Nations-Unies, le Maghreb, un marché potentiel qui compte plus de 90 millions de consommateurs, est l'une des régions les moins intégrées du monde. Le volume total des échanges extérieurs intrarégional représente moins de 3% des échanges globaux des pays du Maghreb avec le reste du monde.

4.1. État des lieux des échanges commerciaux entre le Maroc et les pays du Maghreb :

En dépit des différents accords commerciaux entre les pays du Maghreb, la part des échanges commerciaux intra régionales reste limitée au volume total des échanges des pays de la région.

Au Maroc, la part des exportations destinées aux pays du Maghreb aux exportations totales avec le reste du Monde a connu une amélioration progressive, passant de 1,3% en 2005 à 2,4% en 2015. Ces exportations ne représentent que 10% des échanges au sein de la région et sont constituées essentiellement des produits manufacturés (62%). En revanche, les importations du Maroc en provenance des autres pays du Maghreb ont enregistré une légère chute pendant les dix dernières années, pour s'établir aux alentours de 2,6% du volume des importations totales en 2015.

Les échanges commerciaux entre les pays de l'espace maghrébin sont entravés par de nombreux obstacles. Parmi ceux-ci figurent les coûts et la complexité liés à la conclusion d'accords bilatéraux de libre-échange, ainsi que la multiplicité des accords commerciaux régionaux, notamment les accords de première génération tels que le GAFTA¹ et CEN-SAD², ainsi que ceux de seconde génération tels que l'accord d'Agadir et les accords d'association avec l'UE.

En outre, les tensions liées au conflit du Sahara marocain entravent l'ensemble du projet d'intégration régionale des pays maghrébins, bloquant ainsi le développement économique du Maghreb. Le niveau élevé de la tarification douanière et l'absence d'une chaîne logistique reliant les capitales économiques et les grandes villes des pays du Maghreb empêchent également la région de profiter pleinement des énormes possibilités d'échanges entre les marchés.

Les restrictions relatives à l'octroi de licences d'importation des produits qui sont produits localement ainsi que les contraintes liées au climat des affaires et à la réglementation des changes freinent les projets d'investissement communs. Enfin, le phénomène de la contrebande favorise le commerce informel entre les pays de la région. Tous ces obstacles doivent être surmontés pour permettre aux pays maghrébins de réaliser leur potentiel économique et de s'intégrer pleinement dans l'économie mondiale.

Certains économistes ont essayé d'évaluer les coûts économiques liés aux retards accumulés dans le processus d'intégration maghrébine (Bchir et al. 2006 ; Santi et al. 2012 ; Oueslati et Brini, 2013). Les résultats montrent que chaque pays de la région perd, en moyenne, de 1,5% à 2% en termes de croissance annuelle, ainsi que 200 000 à 300 000 emplois supplémentaires par an.

Pour faire face à ces obstacles, il faudra mettre en place des règles communes, transparentes et incitatives, à travers une charte commune de l'investissement, et œuvrer à l'amélioration des infrastructures, du secteur de l'éducation et du système judiciaire. Lors de la 5ème Conférence régionale du Maghreb qui s'est tenue en 2013 à Nouakchott, l'ancienne directrice du FMI, Mme. Christine Lagarde, a affirmé dans ce sens que « Toute la région serait gagnante si elle s'ouvrait davantage à elle-même, en démantelant les obstacles au commerce et en ouvrant largement la porte aux gains réciproques ».

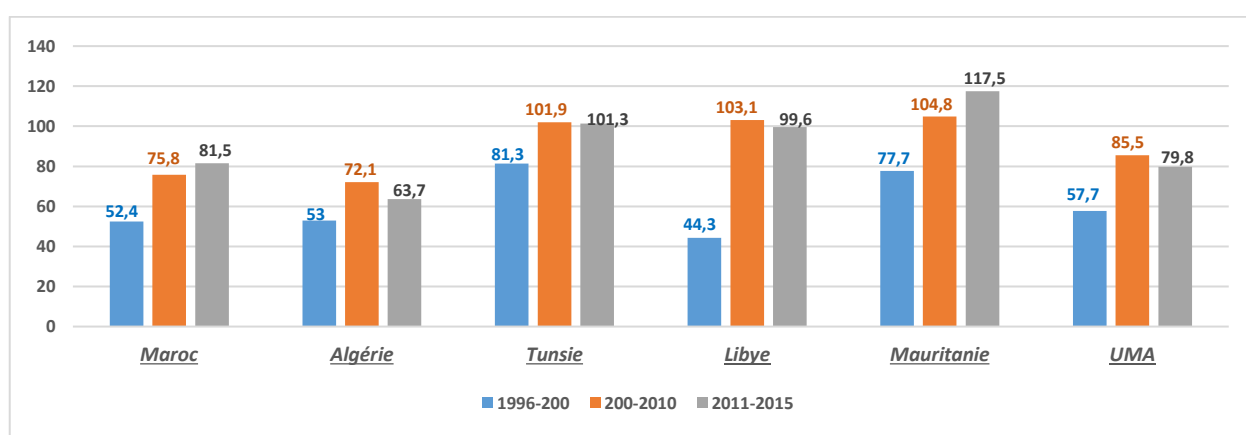
¹ GAFTA: Greater Arab Free Trade Area (Algérie, Maroc, Tunisie et 15 autres pays arabes)

² CEN-SAD : Communauté des États Saélo-Sahariens (Maroc, Tunisie et 26 autres États africains).

4.2. Comparaison du degré d'ouverture commerciale du Maroc avec les autres pays de la région :

La comparaison du taux d'ouverture commerciale du Maroc avec celui des autres pays de la région du Maghreb entre 1996 et 2015 fait ressortir deux constats (**Graphique 3** ci-dessous). Premièrement, le Maroc est, en moyenne, plus ouvert que l'Algérie, en considérant le taux d'ouverture commerciale (le ratio des exportations et des importations par rapport au PIB), et moins ouvert par rapport à la Tunisie et la Mauritanie. Deuxièmement, le Maroc a dépassé le taux d'ouverture moyen observé dans la région du Maghreb pendant la période 2011-2015.

Graphique 3. Comparaison de degré d'ouverture commerciale du Maroc avec les quatre pays de l'UMA



Source : Calcul des auteurs à partir des données de la Banque Mondiale (<http://databank.worldbank.org/data/source/world-development-indicators>)

4.3. Potentiel d'intégration commerciale du Maroc dans la région maghrébine :

L'évolution de l'indice d'intensité du commerce¹ du Maroc avec les autres partenaires montre la tendance des échanges d'un produit donné et permet d'identifier les produits ayant un poids relativement important dans ces échanges, afin de pouvoir les développer davantage (voir **Tableau 3** ci-dessous).

S'agissant des produits agricoles, le Maroc a globalement un commerce relativement intensif sur les produits agricoles. Le Maroc a une position forte dans le commerce des produits agricoles au sein du Maghreb, particulièrement les produits « Fruits, légumes, plantes » et « Sucres et confiseries ».

En ce qui concerne les produits industriels, l'intensité du commerce intermaghrébin du Maroc est assez élevée dans de nombreux produits, notamment le cuir, les machines électriques et non électriques, le textile, les produits chimiques, et les produits de la pêche. D'un autre côté, l'Algérie

¹ L'indice de l'intensité du commerce consiste à comparer la part des exportations d'un pays i vers un pays j dans les exportations totales du pays i, à la part des importations totales du pays j dans les importations totales mondiales. Si la valeur de l'indice est inférieure à l'unité, l'intensité des échanges est faible. Elle est modeste entre 2 et 10 et grande au-delà de 10.

et la Libye ont un avantage considérable dans deux familles de produits, à savoir les produits chimiques et les produits pétroliers, avec un indice d'intensité du commerce qui dépasse 10.

Tableau 3. Indices d'intensité du commerce intermaghrébin (moyenne, 2010-2015)

Pays de l'UMA	Algérie	Libye	Maroc	Mauritanie	Tunisie
Produits agricoles					
Produits d'origine animale	0	0	5,91 (g)	DND	6,42 (g)
Produits laitiers	3,74 (h)	0	4,79 (h)	DND	5,27 (g)
Fruits, légumes, plantes	2,86	2,64	9,08 (s)	DND	7,86 (g)
Café, thé	0	0	4,76 (h)	DND	2,81
Céréales et autres préparations	3,21	3,38	7,01 (g)	DND	4,69 (h)
Oléagineux, graisses et huiles	3,48	1,49	4,59 (h)	DND	10,58
Sucres et confiseries	3,79 (h)	9,98 (g)	10,65 (s)	DND	5,49 (h)
Coton	2,42	0	2,26	DND	2,46
Autres produits agricoles	2,28	1,53	4,16 (h)	DND	5,42 (h)
Produits industriels					
Pêche et produits de la pêche	4,13(h)	3,69	7,14(g)	9,01(s)	6,01(h)
Métaux et minéraux	6,35(g)	2,14	3,52	0,78	3,59
Pétrole	13,24(s)	12,06 (s)	2,61	1,12	2,75
Produits chimiques	10,72(s)	5,26(h)	6,15 (g)	0,62	5,01(h)
Bois, papier, etc.	5,45 (h)	0	4,52(h)	0	2,79
Textiles	5,09 (h)	0	7,21(g)	0	7,52 (g)
Vêtements	2,14	2,24	6,42(g)	0	8,49(g)
Cuirs, chaussures, etc.	4,84 (h)	3,69	10,49(s)	0,63	7,74(g)
Boissons et tabacs	4,68(h)	1,32	7,39 (g)	nd	7,82(g)
Machines non électriques	5,42 (h)	5,79(h)	8,87(g)	1,02	8,69 (g)
Machines électriques	3,36	4,12(h)	6,69 (g)	0	6,62(g)
Matériel de transport	5,34 (h)	1,24	5,36(h)	0	5,23(h)
Autres produits manufacturés	4,17 (h)	3,36	6,64(h)	1,08	8,91(s)

Source : Rapport de l'UMA 2018, Données ICT Trade map (<https://www.trademap.org/Index.aspx>)

Note : La grille de lecture est suivante : En jaune, les produits historiques avec une intensité modeste (h : entre 4 et 6), en orange, les produits émergents (g: entre 6 et 9) et en vert, les produits stars (s: supérieur à 9) ; Pour la Libye, il s'agit de l'année 2010 ; DND : Données non disponibles.

On peut voir que le Maroc et la Tunisie sont des concurrents directs sur plusieurs produits, principalement les produits agricoles et certains produits industriels. Le marché des produits énergétiques reste dominé par l'Algérie et la Libye.

Compte tenu de ce qui précède, il est évident que la région du Maghreb dispose d'un potentiel important en en termes de ressources (pétrolières, agricoles, halieutiques, etc.), dont la population devrait pleinement récolter les bénéfices.

4.4. Spécialisation commerciale en termes d'avantages comparatifs révélés :

L'analyse des avantages comparatifs révélés¹ (ACR) du Maroc renforce les résultats issus de l'analyse de l'indice d'intensité du commerce. Cet indicateur permet d'analyser non seulement

¹ L'ACR est le rapport de la part d'un produit *i* dans les exportations totales d'un pays *j* à la part du même produit *i* dans les exportations mondiales. En termes d'interprétation, une valeur supérieure à 1 signifie que le poids du produit dans les exportations totales est plus important que celui de la moyenne mondiale. Un ACR supérieur à 1 montre que le pays a intérêt à développer le produit et à devenir exportateur net au niveau mondial.

l'avantage comparatif selon les performances commerciales réalisées en termes de spécialisation des produits, mais aussi les niches et les créneaux des produits porteurs.

D'après le **Tableau 4** présenté, il en ressort que le Maroc dispose d'un avantage comparatif en matière d'acides phosphoriques, de transistors, de textile et de conducteurs électriques parmi les pays du Maghreb. La Libye quant à elle, a des avantages comparatifs dans le secteur pétrolier avec des produits tels que le pétrole, le pétrole léger distillé, le carburant pour avion, le méthanol et le propane. En ce qui concerne l'Algérie, ses avantages comparatifs se situent principalement dans le gaz naturel, le propane, le carburant pour avion, et le nitrate d'ammonium. Enfin, la Mauritanie est avantagée dans les produits de la mer et le fer et ses dérivés, tandis que la Tunisie bénéficie d'un avantage comparatif en matière de textile, d'huile d'olive et de phosphate.

Tableau 4. Indice ACR sur les produits les plus exportés

Désignation	Algérie	Libye	Maroc	Mauritanie	Tunisie
Gaz naturel	24,37	3,22	-	-	-
Propane	25,93	-	-	-	-
Carburant avion	2,67	2,19	-	-	-
Nitrate d'Ammonium	117,67	-	-	-	-
Pétrole	-	10,57	-	-	-
Pétrole léger distillé	-	2,31	-	-	-
Méthanol	-	9,32	-	-	-
Acide phosphorique	-	-	409,01	-	-
Transistors	-	-	69,24	-	-
Textile féminin	-	-	18,82	-	23,81
Textile masculin	-	-	19,18	-	40,92
Conducteurs électriques	-	-	36,14	-	35,46
Huile d'olive	-	-	-	-	139,17
Phosphate	-	-	-	-	85,60
Fer	-	-	-	111,47	-
Poulpes et pieuvres	-	-	-	1059,43	-
Sardines	-	-	-	1244,29	-
Autres poissons	-	-	-	87,98	-
Dérivés du fer	-	-	-	36,24	-

Source : Rapport de l'UMA 2018, Données de la CNUCED (<http://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html>)

Il est clair que les cinq pays de la région disposent d'un potentiel très élevé, et réunissent les conditions favorables pour s'intégrer dans les chaînes de valeurs mondiales, notamment la proximité avec l'Union européenne, l'essor des secteurs de forte valeur ajoutée, l'essor des marchés intérieurs et africains et l'existence des capacités différenciées et fortes sur les tous secteurs économiques. Dans ce cadre, le choix d'une convergence régionale sur toute la sphère économique et financière devrait assurer une meilleure intégration des pays de la région dans les chaînes de valeurs mondiales et valoriser les avantages concurrentiels des pays au niveau régional et mondial. En effet, l'harmonisation des politiques commerciales (les règlements, les tarifs douaniers et non douaniers, etc.), conditionnée par l'existence d'une zone de libre-échange dans la région, serait l'une des solutions à mettre en place pour renforcer la convergence et la standardisation des mesures douanières.

5. Évaluation des principaux indicateurs de la compétitivité extérieure de l'économie marocaine :

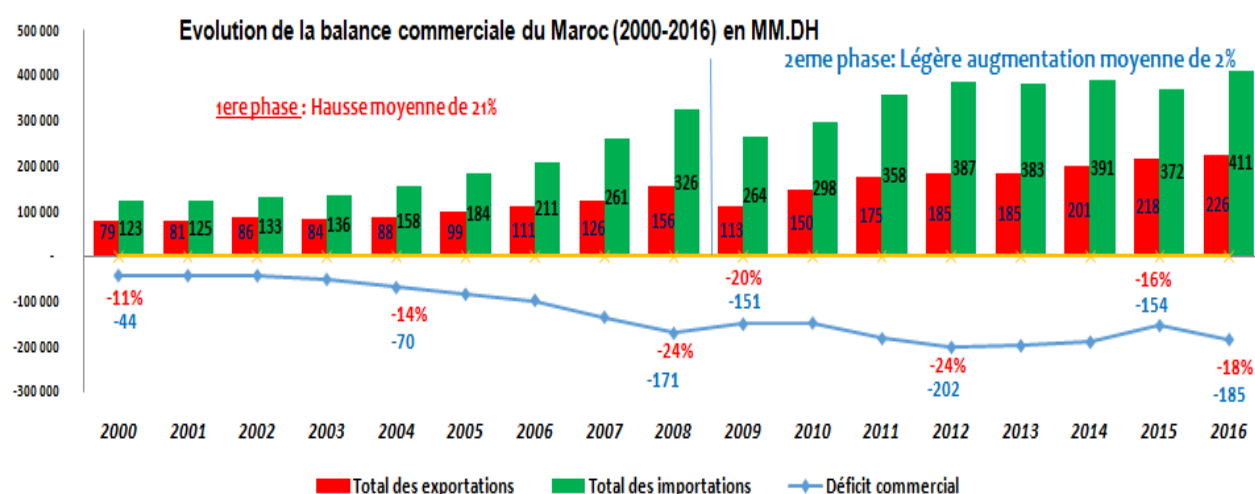
Au cours des dernières années, le Maroc a lancé plusieurs initiatives visant le renforcement de son niveau de compétitivité à l'échelle internationale, en s'appuyant sur le développement des nouveaux secteurs et la promotion des exportations.

Un bilan est dressé à cet égard pour déterminer le niveau de compétitivité atteint par le Maroc, en focalisant l'analyse sur l'évaluation des principaux indicateurs de compétitivité extérieure, notamment : les échanges commerciaux, les métiers mondiaux, les transferts des Marocains résidents à l'étranger (MRE), les recettes de voyage, les investissements directs étrangers, les réserves internationales nettes et le compte courant.

5.1. Les tendances des échanges commerciaux des biens et services :

Depuis 2000 jusqu'à 2016, le déficit de la balance commerciale a été multiplié par 4,2, passant de 44 milliards de dirhams à 185 milliards en 2016. Cette évolution défavorable du solde commercial s'explique par un rythme de progression des importations (+8,9% en moyenne entre 2000 et 2016) plus accéléré que celui des exportations (+7,5% en moyenne pour la même période).

Graphique 4. Évolution de la balance commerciale du Maroc



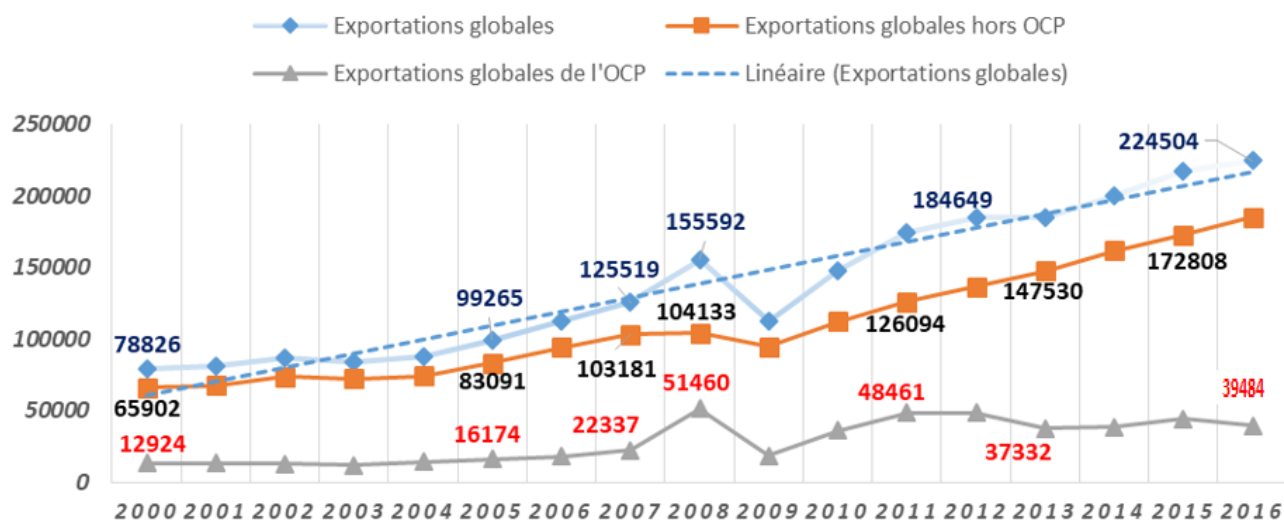
Source : Calcul des auteurs à partir des données de l'Office de Change

L'évolution de la balance commerciale du Maroc au cours des deux dernières décennies (**Graphique 4**) montre que le Maroc n'a jamais atteint une phase où le niveau des exportations dépasse celui des importations. Cette fragilité de la balance commerciale est principalement liée à la grande dépendance aux importations, une concentration sur des produits à faible valeur ajoutée, une concentration des exportations en termes de produits et de marchés et l'impact négatif des accords de libre-échange sur la balance commerciale.

5.2. L'évolution des exportations globales du Maroc :

Le **Graphique 5**, ci-dessous, affiche l'évolution des exportations marocaines, dont celles de l'OCP, entre la période 2000-2016.

Graphique 5. Évolution des exportations globales du Maroc en millions dirhams

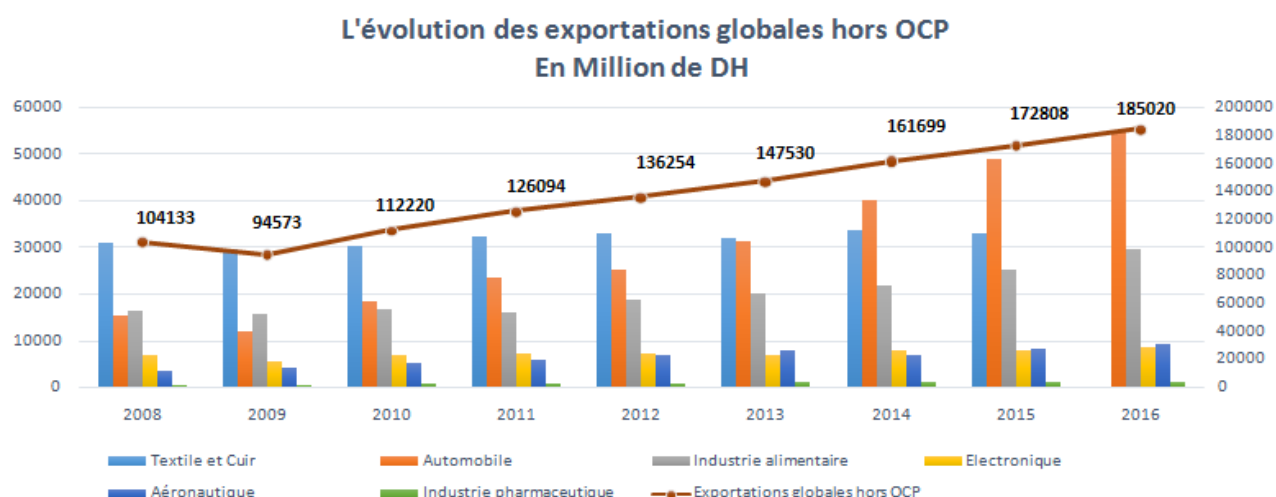


Source : Calcul des auteurs à partir des données de l'Office de Change

Ce graphique montre que les exportations du Maroc ont connu une tendance haussière au cours des deux dernières décennies, qui s'explique essentiellement par la hausse des exportations réalisées les nouveaux métiers du Maroc, notamment le secteur de l'automobile. Les exportations globales de l'OCP ont connu également une hausse durant la même période, en relation avec le repositionnement stratégique de cette entreprise publique, mais leur poids reste inférieur aux autres exportations.

Il convient de signaler qu'à partir de 2008, les exportations marocaines ont été renforcées par l'ouverture du Maroc sur des nouveaux métiers, notamment l'automobile, l'aéronautique, l'électronique et l'industrie pharmaceutique (**Graphique 6** ci-dessous).

Graphique 6. : Évolution des métiers mondiaux du Maroc



Source : Calcul des auteurs à partir des données de l'Office de Change

A noter que le secteur automobile est devenu en 2014 le premier secteur en termes d'exportation, devançant ainsi les secteurs traditionnels (les phosphates et dérivés, le textile et le cuir). Cette performance est le fruit des réformes ambitieuses lancées par le Maroc pendant des années, notamment la mise en œuvre des écosystèmes dans le cadre de la stratégie d'accélération industrielle.

5.3. Investissements directs étrangers (IDE) :

Les IDE constituent un facteur déterminant dans le renforcement de la compétitivité et ce, à travers la création des opportunités d'emploi, la promotion de la chaîne productive, le transfert de connaissance et des technologies vers les pays d'accueil et l'incitation du gouvernement à mettre en œuvre des réformes structurelles pour améliorer son climat des affaires.

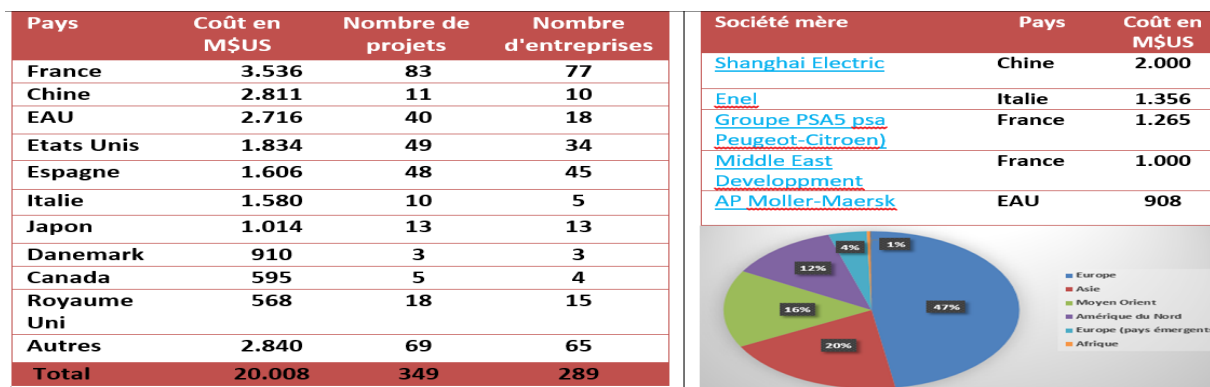
A cet égard, le Maroc a entrepris une série de réformes économiques à partir des années 2000 pour moderniser son économie et attirer plus d'IDE.

Les IDE au Maroc ont enregistré une tendance à la hausse, tout au long de la période 2003-2016 (passant de 1,4 milliards de dollars en 2003 à 7 milliards de dollars en 2016), à l'exception de l'année 2012 où les IDE ont baissé par rapport à 2003. A noter que les IDE entrants ont enregistré une progression significative à partir de l'année 2013 à la suite du démarrage de la production du groupe Bombardier et l'ouverture d'une 2ème ligne de production de l'usine Renault.

Entre 2012 et 2016, les IDE au Maroc étaient principalement concentrés dans trois activités commerciales, à savoir les énergies renouvelables, l'immobilier et l'automobile. Les secteurs de destination ne sont pas les seuls à être concentrés, mais les régions d'origine le sont aussi. Dans ce sens, l'Europe représente, à elle seule, 47,4 % des IDE entrants, suivie de l'Asie avec une part de 20%, puis de la région du Moyen orient qui vient au troisième rang avec un investissement de 3 milliards de dollars.

La proportion des investissements en capitaux provenant des pays européens confirme la relation économique étroite entre le Maroc et l'Europe. En effet, sur un total de 20 milliards de dollars investis durant la période 2012-2016, environ 8 milliards de dollars proviennent de la France, de l'Espagne, de l'Italie, du Danemark et du Royaume-Uni.

Figure 2: La répartition par pays des coûts des IDE entrants et principales sociétés d'investissement au Maroc entre 2012 et 2016



Source : FDI Intelligence From The Financial Times, Calculs l'auteur

Compte tenu de ce qui précède, on peut constater que le potentiel du marché marocain a connu une forte croissance, reflétant le degré de confiance des investisseurs étrangers envers l'économie marocaine. Cette bonne perspective est le fruit d'une série de réformes économiques entreprises progressivement depuis les années 2000, dont notamment le recours à la privatisation massive des entreprises publiques, le développement des infrastructures, le renforcement de la qualité institutionnelle et de la protection des droits de propriété et l'adoption d'une charte d'investissement.

Conclusion et perspectives :

Bien que le Maroc ait adopté une politique d'ouverture économique et conclu plusieurs accords de libre-échange, la balance commerciale reste marquée par une prédominance des importations sur les exportations, causant un déficit structurel. Le déficit de la balance commerciale réalisé dans le cadre des accords de libre-échange est causé essentiellement par une faible diversification et valorisation des produits marocains à l'exportation, qui restent dominées par l'exportation de phosphates et dérivés.

D'un autre côté, le Maroc a connu une amélioration modeste de sa part de marché mondial, passant de 0,11% en 2005 à 0,13% en 2014, mais reste en dessous des performances réalisées par certains pays concurrents, tels que l'Égypte. De plus, l'examen des échanges intrarégionaux montre le Maroc a toujours enregistré un solde déficitaire avec les pays du Maghreb, en particulier avec l'Algérie et la Tunisie. Le potentiel au niveau régional est important en termes de ressources naturelles, mais la réduction du déficit commercial dépend, en grande partie, de la diversification des produits marocains destinés à l'exportation et de l'apaisement des tensions géopolitiques.

En ce qui concerne la balance commerciale globale du Maroc, celle-ci n'a jamais atteint une phase où les exportations dépassent les importations. Cependant, une croissance significative des exportations de produits à forte intensité technologique a pu être constatée à partir de 2013, en particulier dans le secteur émergent de l'automobile. Cette performance est le fruit des réformes ambitieuses lancées par le Maroc pendant les dix dernières années, notamment la mise en œuvre des écosystèmes industrielles et le lancement de plusieurs stratégies sectorielles à même d'améliorer la compétitivité du Maroc à l'échelle internationale.

Cependant, les réformes entreprises et les stratégies mises en place n'ont pas permis à l'économie marocaine d'atteindre sa croissance potentielle, ni de passer à la phase de l'émergence. Cela est principalement dû à l'absence d'une convergence globale des objectifs sectoriels, qui a conduit même à l'échec de certaines stratégies. Afin de surmonter ce problème, il faudrait créer un mécanisme de convergence pour assurer la cohérence et la coordination entre toutes les stratégies et actions mises en place ou en cours de lancement. Cela étant dit, certaines stratégies, telles que celles de l'automobile ou l'aéronautique, ont permis d'élever le niveau de compétitive du Maroc, et il incombe aux pouvoirs publics de développer ces secteurs afin d'acquérir des avantages comparatifs au niveau régional et international et de renforcer la position commerciale du Maroc.

Bibliographie :

- BAD (2017). Programme d'appui à l'accélération de l'industrialisation au Maroc – Phase I (PAAIM I). Rapport d'évaluation, Banque africaine de développement : Abidjan.
- BM (2006). « La logistique du commerce et la compétitivité du Maroc ». Banque Mondiale : Washington D.C.
- BM (2018). Morocco - Systematic Country Diagnostic ». Banque mondiale : Washington D.C.
- Camagni, R. (2006). Compétitivité territoriale : la recherche d'avantages absolus. *Reflets et perspectives de la vie économique*, pp. 95-115.
- Commission Européenne (2008). Rapport sur la compétitivité européenne. Commission européenne : Bruxelles.
- Direction des Études et des Prévisions Financières (2013). Le secteur de transport des marchandises : contraintes et voies de réformes. Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc : Rabat.
- Direction des Études et des Prévisions Financières (2015). Promotion de l'innovation au Maroc : Acquis, dysfonctionnements et voies de progrès. Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc : Rabat.

- Direction des Études et des Prévisions Financières (2016). Situation et perspectives de l'économie nationale : Au-delà de l'écran comptable, la transformation structurelle continue. Ministère de l'Économie et des Finances : Rabat.
- Direction des Études et des Prévisions Financières (2017). Contenu technologique des exportations manufacturières du Maroc : Évolution et analyse comparative. Ministère de l'Économie et des Finances du Maroc : Rabat.
- FMI (2004). Strengthening the strategic and operational framework for monetary policy. *Finances et Développement*. International Monetary Fund: Washington D.C.
- FMI (2015). The New Normal: A Sector-Level Perspective on Growth and Productivity Trends in advanced economies. IMF Country Report, International Monetary Fund : Washington D.C.
- FMI (2016). Morocco: Selected Issues. IMF Country report, International Monetary Fund: Washington D.C.
- FMI (2018). Morocco: Selected Issues. IMF Country report, International Monetary Fund: Washington D.C.
- Ichou, M. A., Tebba, A., & El hiri, A. (2019). Modélisation du comportement du compte courant : déterminants et soutenabilité. *Finance & Finance Internationale*, (14)
- IRES (2013). Les accords de libre-échange conclus par le Maroc : incidences sur la compétitivité globale du pays et voies d'optimisation. Institut royal des études stratégiques : Rabat.
- M.A. Ichou et al (2022). Évaluation de la position extérieure du Maroc. Application de l'approche External Balance Assessment « EBA ». *Int. J. Fin. Acc. Eco.*, Vol. 4, No. 1.
- Milgram.J, et Achy.L. (2003). Does a Free Trade Area Favor Anpotimum Currency Area? The Case of Morocco and The European union. *In* Management du taux de change au Maroc.
- OCDE (2005). Mesurer la mondialisation : Les indicateurs économiques de la mondialisation ». Manuel de l'OCDE, Organisation de Coopération et de Développement Économiques : Paris.
- OMC (2015). Examen des politiques commerciales : Maroc. Organisation mondiale du commerce : Genève.
- UMA (2018). Rapport d'évaluation des échanges commerciaux des pays maghrébins. Données ICT Trade map (<https://www.trademap.org/Index.aspx>).